

Nucléaire en France : la guerre secrète



Article rédigé par *Marianne*, le 27 mai 2021

Source [Marianne] Alors que les débats se concentrent sur des sujets aussi cruciaux que la composition de l'équipe de France de foot, il y aurait pourtant matière à informer les Français sur des enjeux qui détermineront leur vie dans les décennies à venir. La question, comme souvent, est de savoir si la France va renoncer à l'indépendance et au maintien d'un service public qui bénéficie aux usagers.

Alors que la crise du coronavirus a démontré le risque majeur pour la France de perdre toute capacité d'action et toute autonomie véritable dans les domaines de l'industrie, de l'alimentation, de la recherche... on est ravi de constater que les débats se concentrent sur des sujets aussi cruciaux que [le retour de Karim Benzema en équipe de France de football](#) ou [les plaintes en diffamation de Gérard Darmanin contre Audrey Pulvar](#) et réciproquement. Le sens de l'essentiel.

Il y aurait pourtant, pour qui voudrait s'y pencher, matière à informer les Français sur des enjeux qui détermineront leur vie dans les décennies à venir. Les discussions ont lieu, comme souvent, dans les couloirs de la Commission européenne à Bruxelles comme dans ceux du ministère des Finances, à Bercy, le plus loin possible des citoyens. Et la question, comme trop souvent, est de savoir si la France va renoncer à l'indépendance, à la protection de ses savoir-faire et au maintien d'un service public qui bénéficie aux usagers pour un prix acceptable. On parle investissements, écologie, production... bref, il faut clarifier, expliquer, informer, et ça, c'est beaucoup plus fatigant qu'un débat sur le rappeur qui chante *la Marseillaise*.

Il y a d'abord le bras de fer auquel se livrent la France et l'Allemagne autour d'un mot barbare : la taxonomie. Pour faire simple, il s'agit de décider à l'échelon européen quelles seront les activités considérées comme « *durables* » et qui auront donc droit à des aides d'État et, par ricochet, à des emprunts à taux préférentiel. Bref, un label absolument indispensable pour espérer faire perdurer des filières nécessitant des investissements très lourds. Le premier rendu de copie de la Commission, le 21 avril, ne comportait pas le nucléaire, l'Allemagne, l'Autriche et le Luxembourg refusant de le voir inscrit dans la liste des énergies durables.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)